

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1980 modifié le 28 novembre 1980 autorisant M. Jean MOIZAN à installer et exploiter à SAINT MARTIN au lieu-dit « Kerdoret » un élevage de 70 000 animaux équivalents (55 000 poules pondeuses et 5 000 dindes de chair) ;
VU la demande présentée par l'exploitant demeurant à SAINT MARTIN DES PRES au lieu-dit « Kerdoret » en vue de la création à cette adresse, de 52 000 animaux équivalents (poules pondeuses) et restructuration de l'élevage autorisé susvisé qui comprendra après travaux 108 000 animaux équivalents (poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
VU les plans et documents annexés à cette demande ;
VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
VU les délibérations des Conseils municipaux de MERLEAC (du 25 novembre 1997), SAINT MARTIN DES PRES (du 28 octobre 1997), SAINT MAYEUX (du 7 novembre 1997) et SAINT GILLES VIEUX MARCHE (du 7 octobre 1997) ;
VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 18 novembre 1997, 19 novembre 1997 et 10 octobre 1997 ;
VU les arrêtés préfectoraux en date du 4 mars 1998, 4 juin 1998 et 1er septembre 1998 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de neuf mois ;
VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 octobre 1998 ;
VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 20 novembre 1998 ;
VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

M. Jean MOIZAN demeurant à SAINT MARTIN DES PRES au lieu-dit « Kerdoret » est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZG n°28), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 108 000 animaux équivalents (poules pondeuses pour la production de l'oeuf de consommation) de plus d'un mois en présence simultanée.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 l'arrêté préfectoral du 28 février 1979 (50 000 poules et 23 000 poulettes) concernant le site d'élevage de « Kerlagadec » en LANRIVAIN sera abrogé et le site désaffecté dès la mise en exploitation du nouveau poulailler sur le site de « Kerdoret » en SAINT MARTIN DES PRES.

2-3-2 toutes les eaux usées (sas, centre de conditionnement des oeufs, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3-3 les fientes seront épandues sur l'exploitation par un épandeur équipé d'une table de distribution grande largeur.

2-3-4 transfert :

le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation partielle de l'élevage (100 450 poules).

2-3-5 Délai maximum d'exécution des travaux : 1 an à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT MARTIN DES PRES pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Jean MOIZAN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Jean MOIZAN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1980 modifié le 28 novembre 1980

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de SAINT MARTIN DES PRES
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Jean MOIZAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de MERLEAC, SAINT MAYEUX et SAINT GILLES VIEUX MARCHE pour information.

SAINT-BRIEUC, le

09 DEC. 1998

LE PREFET,



Pour le PREFET,
1^{er} Secrétaire Général

Denis DOBO-SCHOENENBERG